

II

Mettre la gouvernance au service
de tous les africains

Making Governance Work
for all Africans

2 De la responsabilité des élites

Aminata Diaw

La question de la responsabilité des élites est coextensive à celle de la gouvernance, de l'État et de la régulation sociale. Dans un contexte où les sociétés et les économies africaines continuent encore d'exhiber les stigmates de l'ajustement structurel, où la démocratie a fait émerger cet acteur nouveau qu'est le citoyen, ou la globalisation est en train de consacrer l'hégémonie de la pensée néo-libérale, que sont devenues les élites ? Que reste-t-il de leur responsabilité quand les lieux de la gouvernance ne sont plus sur le territoire mais à l'OMC, au FMI et à la Banque mondiale ? Faut-il, comme l'a fait Archie Mafeje pour les intellectuels, se demander si ces élites se sont perdues sur leur chemin ou si elles ont perdu leur sens de la réalité ? Quel sens donner à leur responsabilité dans un monde qui est devenu peu ou prou celui de la publicité au sens où l'entendait Kant, où le paradigme communicationnel tend à se poser comme *modus vivendi* de la démocratie et où le futur se décline presque toujours sur le mode de l'incertitude ?

Notre questionnement ne prendra pas en charge l'intégralité de la pluralité des élites ; nous nous limiterons à ceux dont les destins n'ont cessé de se croiser, de se heurter pour écrire l'histoire du projet nationaliste, ses ambitions, ses trahisons, ses désillusions. Il s'agit bien entendu de l'élite intellectuelle et de l'élite politique, lesquelles construisent ce que nous avons appelé dans un de nos textes *La démocratie des lettrés*. Considérer le versant politique et intellectuel de l'élite se justifie d'une part, par le fait que les intellectuels doivent penser et donner sens à la société, et d'autre part, parce que les politiques doivent construire à leurs populations un présent et un futur. Par ailleurs, la responsabilité de l'élite intellectuelle et politique ne saurait être uniquement politique et sociale : elle a nécessairement une connotation éthique.

En tout état de cause, appréhender la responsabilité des élites impose d'abord de s'instruire de l'histoire.

La leçon d'histoire

Dans son étude sur *Les intellectuels et le nationalisme*, T. Mkandawire esquisse une périodisation de la post colonie africaine qui se confond d'une certaine façon avec la trajectoire du projet nationaliste et qu'il nous semble pertinent de rappeler ici pour donner une perspective à notre questionnement. Son étude, qui se focalise sur les intellectuels, montre que la postcolonialité africaine s'articule autour de trois séquences historiques qui déroulent le cheminement de la prise en charge du développement par les élites.

La première séquence est considérée comme l'âge de l'euphorie et qui laisse déjà entrevoir la modalité de la conception et de la prise en charge du développement : « Development is essentially a statist and elitist project, not in the sense that it deliberately seeks for inequality and protection of the elite's interests but rather, it presupposed the pre-eminence of the elite in both its elaboration and implementation » (Mkandawire 2005:17).

La seconde séquence est interprétée comme étant l'ère de la désillusion et du désenchantement ou certains intellectuels blâmèrent les leaders politiques pour avoir dévoyé le projet nationaliste. Cette séquence baptisée les décades perdues laisse entrevoir que l'hypothèque de la démocratie n'a pas permis de traduire en acte l'aspiration des populations africaines au développement.

La troisième séquence est la décade des extrêmes qui exhibe une oscillation entre renaissance et résignation : son sens se laisse décrypter à travers ces deux symboles que sont la libération de l'Afrique du Sud et le génocide du Rwanda.

Cette périodisation, qui ne saurait être que flexible, débouche sur la question inéluctable du nouvel agenda africain, laquelle appelle paradoxalement sa propre réponse, le développement : « through all the twists and turns, development still remains on the agenda and is part of African debates on democracy » (Mkandawire).

Cette périodisation met en lumière la complexité de la posture des élites intellectuelle et politique, surtout la fluctuation de leurs positions respectives par rapport à « l'engagement et la prise en charge de la construction de l'Afrique ». La raison d'une telle situation est imputable à la rupture historique entre nationalisme et panafricanisme. Cette raison, ainsi énoncée, permet de décliner le but stratégique de l'élite intellectuelle que nous attribuons par extension à l'élite politique et qui, à notre avis, situe déjà leurs responsabilités. Pour Joseph Ki-Zerbo, ce but stratégique ne peut résider que dans la constitution d'un nouveau nationalisme intégrant le panafricanisme, lequel lui donnerait sens en se positionnant comme sa force motrice. Peut-on, à partir de cette perspective déclinée par T. Mkandawire et le but stratégique énoncé par Ki-Zerbo, avoir une posture

prospective qui permette de spécifier la responsabilité des élites ? Il nous semble, et c'est là la leçon que nous tirons de l'histoire et que nous posons aussi comme hypothèse, que cette responsabilité des élites africaines ne peut aujourd'hui être appréhendée qu'à partir de la rupture d'avec l'illusion messianique et donc à travers une redécouverte de l'innovation et de l'initiation politiques.

La rupture d'avec l'illusion messianique

A y regarder de plus près, l'euphorie postcoloniale montre effectivement que les élites africaines n'ont pas su déjouer le piège des Lumières qui les inscrivait, d'une façon ou d'une autre, dans l'espace-temps de la domination et de l'exclusion. En se réappropriant de manière non critique l'idée de modernité, elles ont adhéré tacitement à cette conception du progrès, vecteur du sens inéluctable d'une histoire qui les laissait paradoxalement sans initiative. Cette histoire a trouvé son acteur, celui en qui elle a cherché à s'incarner et qui n'est pas sans rappeler celle que Platon a voulu construire en associant le pouvoir et la pensée, le savant et le politique à travers la figure du roi-philosophe ou du philosophe-roi. Il faut convenir rétrospectivement que, devant le Savant et le Politique, celui qui confère légitimité, à savoir le citoyen, a disparu : on a perdu la trace de sa voix.

Cette absence du citoyen dans cette période d'euphorie a à voir avec le rôle messianique que les élites intellectuelle et politique s'étaient auto-attribuées. La définition du développement et du mode de gouvernance a plus été un effet dérivé du processus de légitimation des élites que la résultante de procédures de délibération démocratique. C'est cette illusion messianique qui a permis aux élites, politiques surtout, de déconnecter la démocratie du développement, de leur attribuer des temporalités différenciées et qu'on pouvait par conséquent différer. L'illusion messianique portait ainsi la trahison du projet nationaliste et subséquemment de l'idéal panafricain : on a vu, ici et là, apparaître des Léviathans tropicaux.

Rompre avec l'illusion messianique c'est penser que sa propre responsabilité n'a de sens et de légitimité qu'adossée à une éthique de la discussion. En nous réappropriant les concepts que le philosophe anglais T. Hobbes utilisait dans sa théorie de la représentation, nous pouvons dire que l'élite, surtout celle politique, doit se considérer comme acteur et non auteur. Paradoxalement, elle ne détiendrait pas l'autorité mais serait simplement autorisée à agir. C'est le maintien de ce lien avec l'autorité, autrement dit le peuple, qui lui donne légitimité et lui confère responsabilité, c'est-à-dire lui impose le devoir de répondre de ses actes.

Afrique : Réaffirmation de notre engagement

La re-connection avec les populations africaines devient vitale dans un contexte où la souveraineté est de plus en plus formelle, où la définition de notre bien-être est soumise à moult conditionnalités.

La rupture d'avec l'illusion messianique nous paraît productive sur deux points :

- d'une part l'inculturation de la démocratie pas seulement dans son rituel mais aussi dans ses valeurs ;
- d'autre part, l'adoption d'une perspective pan-africaniste, car il ne s'agit pas seulement de penser l'Afrique dans l'optique de mieux l'intégrer au marché mondial ; il s'agit d'abord d'intégrer l'Afrique pour les intérêts de ses populations.

Il est de la responsabilité des élites de construire des alternatives en se fondant sur ces deux piliers que sont la démocratie et le panafricanisme. Mais cela impose de redécouvrir l'innovation et l'initiation politique.

Redécouvrir l'innovation et l'initiation politique

Qu'on parle de NEPAD ou de renaissance africaine, les ambitions des élites africaines ne doivent pas occulter l'appréhension du futur qui se donne à voir tous les jours et de manière tragique sur le continent ou dans quelques aéroports du Nord. Le flux de personnes refoulées aux portes de l'Europe, ceux qui parviennent à l'Eldorado, ceux qui partent dans des conditions plus confortables du fait de leur expertise, nous édifient tous sur une chose : le fait que l'avenir ne se conjugue pas au futur sur ce continent. C'est là où la responsabilité des élites est grandement engagée. Comment redonner espoir ? Il est de la responsabilité des élites de porter cet espoir, de le nourrir par leur volonté de résistance, par leurs ambitions, par leur autonomie intellectuelle et par leur courage politique. Reconstruire cet espoir, assigner au futur un sens positif requiert l'innovation et l'initiation politique qu'il ne s'agit point de confondre avec de l'apprentissage. Nous voulons lui donner le sens que lui affecte Lucien Mugnier-Pollet selon lequel « initier à la politique... c'est d'abord inviter à calculer l'avenir ». Nous voulons voir à travers le mot de calcul la rationalité de la décision, la réduction de l'incertitude et la maîtrise du temps. La logique de ce calcul exclut la providence et les hommes providentiels et c'est pour cette raison que nous pensons à une alliance stratégique entre l'élite intellectuelle et l'élite politique. C'est peut-être ce que l'Union africaine avait comme objectif en initiant la conférence des intellectuels à Dakar, mais il est clair que cette alliance ne peut aucunement subordonner le potentiel critique des intellectuels. Ce potentiel doit aider à la

construction de paradigmes alternatifs qui permettront l'innovation politique : celle-ci n'est rien moins que la sortie des termes de référence et des conditionnalités des bailleurs de fonds, condition sine qua non pour réaliser le développement. Peut-on construire un développement durable à partir de la simple réduction de la pauvreté ? La réponse ne fait l'objet d'aucun doute. L'action politique requiert un temps long qui n'est pas celui de la décision qui se conjugue toujours au présent ; aussi, la discussion, la publicité, la délibération sont les conditions de possibilité de son appropriation. Celle-ci devient effective quand elle affecte les comportements, les transfigure pour leur tension vers un même objectif, vers un même idéal.

Nous voulons simplement dire par là, car nous ne saurions effectivement conclure, que la responsabilité des élites ne peut être uniquement politique et sociale ; elle a aussi une dimension éminemment éthique car, d'une certaine façon, c'est cela qui est au fondement même de la bonne gouvernance. C'est cette dimension qui parachève la légitimité des élites politiques et contribue à l'adhésion des populations.

Si être responsable c'est devoir rendre compte, les élites auront à répondre sur ces points stratégiques :

- La construction de la paix, pour que les identités ne soient plus des identités meurtrières comme le disait Amin Maalouf,
- La construction de la démocratie et de la justice sociale,
- L'inscription du genre au cœur de l'action politique,
- L'effectivité de l'intégration de l'Afrique,
- L'inscription de l'éducation comme priorité absolue.

Référence

Mkandawire, T., 2005, 'Social Policy in Development', *Context: Introduction* in T. Mkandawire, (ed.) *Social Policy in a Development Context*, Palgrave Macmillions.

